

Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration

8 et 21 mai 2013

Le conseil d'administration de Western Climate Initiative, inc. (le « Conseil ») a tenu une réunion publique le 8 mai 2013 à Sacramento (Californie) ainsi qu'une séance à huis clos afin de discuter de certaines considérations relatives à l'approvisionnement et au personnel. Le Conseil a repris la séance à huis clos sous forme de téléconférence le 21 mai 2013 afin de mener à terme la réflexion sur les questions relatives à l'approvisionnement.

Le 8 mai 2013, le président, Matthew Rodriguez, déclare la séance ouverte à 9 h, heure du Pacifique. Lydia Dobrovolny est chargée de rédiger le procès-verbal de la séance. Un service d'interprétation simultanée en anglais et en français canadien est assuré dans la salle et par téléconférence pendant la réunion publique. Environ 15 intervenants et membres du public prennent part à cette réunion en personne et quelque 25 personnes y participent par téléconférence.

SONT PRÉSENTS :

Les membres du Conseil suivants sont présents et constituent le quorum conformément aux règlements intérieurs :

- Matthew Rodriguez, président
- Charles Larochelle, vice-président (par téléphone)
- Mary Nichols, trésorière
- Tim Lesiuk, secrétaire (par téléphone)
- Jean-Yves Benoit
- Alain Houde (sans droit de vote)
- Kip Lipper (sans droit de vote, par téléphone)
- Michael Bedard (substitut de Nancy Skinner, sans droit de vote, par téléphone)

Les personnes suivantes assistent aussi à la séance :

- Mark Wenzel, État de la Californie
- Guylaine Bouchard, province de Québec (par téléphone)
- Dave Tiffin, province de l'Ontario (par téléphone)
- Patrick Cummins, directeur général de WCI, inc.
- Lee Alter, gestionnaire de projet de WCI, inc.
- Lydia Dobrovolny, Ross Strategic

- Bryan Lopuck, Lionbridge

1. Confirmation des nouveaux membres et des substituts

M. Larochelle présente les documents établissant l'admissibilité d'un nouvel observateur de la province de Québec et nommant un nouveau substitut en vertu des règlements intérieurs. M. Cummins confirme la réception de ces documents :

- les lettres du sous-ministre Clément D'Astous nommant M. Alain Houde à titre d'observateur et Mme Guylaine Bouchard à titre d'administratrice substitut de M. Larochelle;
- les lettres de M. Houde et de Mme Bouchard confirmant qu'ils acceptent leur poste.

2. Approbation des procès-verbaux des réunions précédentes du Conseil

On apporte une modification afin d'inscrire Mme Nichols à titre de trésorière dans le procès-verbal de la réunion du Conseil du 20 décembre 2012, et Mme Nichols propose une motion d'adoption des procès-verbaux des réunions du Conseil des 11 et 20 décembre 2012 et du 13 février 2013. M. Benoit appuie la motion. Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité par les membres.

3. Politique sur les réunions ouvertes de WCI, inc.

M. Cummins soumet la politique sur la tenue de réunions publiques de WCI, inc. à l'adoption du Conseil. Les administrateurs ont examiné une ébauche de la politique lors de la réunion du 11 décembre 2012. L'objet de la politique consiste à s'assurer que WCI, inc. mène ses activités de façon transparente et ouverte. La politique élaborée s'inspire d'exemples d'organisations similaires, mais elle est adaptée à certaines particularités propres à WCI, inc., par exemple les exigences relatives au respect des langues française et anglaise.

Les administrateurs font valoir que la participation du public importe, puisque WCI a été fondée en vue de servir l'intérêt public. Ils signalent également que la politique contribuera à établir la confiance du public en l'organisation.

Le Conseil a invité les intervenants à émettre des commentaires :

- Norman Pederson, de la Southern California Public Power Authority, appuie l'adoption par le Conseil de la politique sur la tenue de réunions publiques. Il estime que WCI, inc. constitue le ciment administratif qui lie les territoires en matière de plafonnement et d'échange de droits d'émission, et que la transparence qui résultera de l'adoption et de la mise en œuvre d'une politique sur la tenue de réunions publiques permettra au public de mieux comprendre les fonctions essentielles de WCI, inc. Cette compréhension accrue permettra ensuite de renforcer l'appui du public à l'égard de WCI, inc. et de sa mission.
- Frank Harris, de la Southern California Edison, appuie également la politique sur la tenue de réunions publiques et encourage son adoption par le Conseil. Il soutient que la transparence contribuera à accroître le niveau de confiance et d'acceptation du public à l'égard des activités

et des responsabilités de WCI, inc. Comme ce fut le cas dans le cadre du programme de plafonnement et d'échange de droits d'émission en Californie, les commentaires des intervenants seront utiles à la mission de WCI, inc. En ce qui concerne les dispositions relatives aux sujets que le Conseil est susceptible d'aborder à l'occasion des séances à huis clos, M. Harris exprime son soutien à la protection des renseignements confidentiels sur le marché, mais demande des éclaircissements sur le fait que les discussions sur la participation des gouvernements ne se tiendront pas en public. Dans la mesure où les activités liées à la participation des gouvernements ou d'autres éléments d'une politique climatique résultent d'une politique publique, M. Harris incite le Conseil à profiter de l'occasion pour mener les discussions en public.

M. Cummins précise que même si la politique comprend une disposition permettant d'aborder certains sujets lors des séances à huis clos, le Conseil n'est pas tenu de mener ces discussions au cours de ces séances. Les discussions concernant la participation des territoires sont susceptibles de revêtir un caractère délicat (par exemple, des rumeurs selon lesquelles un territoire s'apprêterait à participer ou à cesser de participer pourraient avoir des répercussions sur le marché), lequel justifie de mener les discussions dans le cadre des séances de discussion des directeurs avant de les poursuivre en public. En ce qui concerne les discussions portant sur les fonctions des gouvernements participants décrites dans la politique, il s'agit de sujets hors de la portée des réunions de WCI, inc. M. Rodriguez ajoute que toute réflexion concernant l'intégration potentielle de nouveaux gouvernements participants au sein de WCI, inc. fera l'objet d'un processus très public en Californie.

À la suite d'une motion proposée par Mme Nichols et appuyée par M. Larochelle, les administrateurs adoptent à l'unanimité la politique sur la tenue de réunions publiques de WCI, inc.

4. Révision des règlements intérieurs

Les administrateurs ont reçu un exemplaire des révisions proposées aux règlements intérieurs de WCI, inc., dont la dernière modification date du 11 décembre 2012. Des modifications ont été proposées dans le but de clarifier le but de WCI, inc. et de mettre l'accent sur l'intention de mener les activités de l'organisme de façon transparente et ouverte.

Les administrateurs indiquent que les modifications permettent de clarifier très précisément la mission et la fonction technique de WCI, inc.

Les intervenants ne font aucun commentaire.

À la suite d'une motion proposée par M. Larochelle et appuyée par Mme Nichols, les administrateurs adoptent à l'unanimité les révisions des règlements intérieurs de WCI, inc.

5. Rapport de vérification de 2012 et états financiers de fin d'année vérifiés

Jennifer Hill, de Crowe Horwath LLP, présente au Conseil le rapport de vérification final et les états financiers vérifiés de 2012. Le comité de vérification de WCI, inc. a retenu les services de Crowe Horwath LLP pour mener un audit indépendant des états financiers, des déclarations de revenus et des contrôles financiers de 2012 de l'organisme. Crowe Horwath LLP a réalisé l'audit conformément aux normes d'audit généralement acceptées aux États-Unis, puis a fait part à WCI, inc. d'une opinion sans réserve ne comportant ni corrections ni constatations, ce qui est considéré comme le meilleur résultat.

Les administrateurs remercient le personnel et les comptables de WCI, inc. pour le travail accompli dans le cadre de l'audit et ils les félicitent des résultats obtenus.

Les intervenants ne font aucun commentaire.

M. Rogriguez propose une motion visant l'acceptation du rapport de vérification de 2012 par le Conseil et M. Benoit appuie la motion. Les membres adoptent la motion à l'unanimité.

6. Déclarations de revenus de 2012

Bill Simi, de CPA Corporation, présente les versions préliminaires terminées des déclarations de revenus dont WCI, inc. aura besoin pour soumettre ses déclarations à l'Internal Revenue Service des États-Unis (formulaire 990), au Franchise Tax Board de la Californie (formulaire 199) et au Registry of Charitable Trusts de la Californie (RRF-1). Les formulaires font état des renseignements financiers et autres renseignements concernant l'organisation. Ils ont été préparés par CPA Corporation et examinés en détail par WCI, inc. et par le personnel des gouvernements participants. La date limite pour soumettre les déclarations est le 15 mai 2013.

Les administrateurs remercient le personnel et les comptables de WCI, inc. pour leur travail et soulignent l'importance de pouvoir compter sur une organisation comme WCI, inc. pour administrer les programmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission des gouvernements participants.

Les intervenants ne font aucun commentaire.

M. Benoit propose une motion visant l'approbation par le Conseil des déclarations de revenus de 2012 et Mme Nichols appuie la motion. Les membres adoptent la motion à l'unanimité. Les déclarations de revenus sont soumises à la suite de la réunion, avant la date limite du 15 mai 2013.

7. Présentation des contrôles internes par le comité de vérification

M. Cummins présente le manuel des procédures et politiques comptables de WCI, inc., lequel décrit les responsabilités du Conseil, de la direction et du service comptable indépendant dans l'évaluation et la gestion des finances de WCI, inc. Le manuel définit les activités fiscales et comptables ainsi que le plan de comptes de l'organisme. Bill Simi, comptable de WCI, inc., a préparé une version préliminaire que

WCI, inc., ses comités de vérification et des finances ainsi que le personnel des gouvernements participants ont ensuite examinée et modifiée. Le manuel sera révisé annuellement par le directeur général et par le comité des finances dont le rôle sera de recommander, au besoin, des modifications et des mises à jour au conseil d'administration aux fins d'approbation.

Les administrateurs soulignent l'importance de ces politiques et ces procédures qui permettent à WCI, inc. de rendre compte clairement de l'utilisation de ses fonds et d'en faire l'examen rigoureux.

Les intervenants ne font aucun commentaire.

Mme Nichols propose une motion visant l'approbation par le Conseil du manuel des procédures et politiques comptables de WCI, inc., appuyée par M. Larochelle. Les administrateurs adoptent la motion à l'unanimité.

8. Rapport du comité des finances

Mme Nichols indique que le comité des finances a examiné le budget révisé de 2013 et préparé un texte descriptif du budget; une fois ce dernier approuvé par le Conseil, il sera publié sur le site Web de WCI, inc. Le comité des finances a également examiné l'analyse des prévisions de trésorerie couvrant la période du 1^{er} avril 2013 au 30 décembre 2014, comme l'exige la politique en matière de gestion de fonds de WCI, inc. L'analyse des prévisions de trésorerie est présentée au Conseil à titre informatif; elle est mise à jour trimestriellement et d'importantes modifications ont été apportées depuis les versions précédentes examinées par le Conseil. Les projections actuelles prévoient un surplus à la fin de 2013, mais des fonds supplémentaires seront nécessaires en 2014; les ententes de financement en place portent sur les dépenses des années civiles 2012 et 2013. Le personnel collaborera avec le comité des finances pour préparer le budget 2014 et les gouvernements participants prépareront des ententes de financement destinées à couvrir les dépenses du budget.

M. Bedard quitte la séance à 10 h 30.

Les intervenants ne font aucun commentaire.

À la suite d'une motion proposée par M. Benoit et appuyée par Mme Nichols, le Conseil adopte à l'unanimité le texte descriptif du budget 2013.

9. État d'avancement à l'égard des services relatifs au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission

M. Cummins fournit au Conseil une brève mise à jour de l'état des services relatifs au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission offerts dans le cadre de contrats avec WCI, inc. :

- Le travail d'administration et d'amélioration du système de suivi des droits d'émission CITSS (Compliance Instrument Tracking System Service) se poursuit. Ce système sert à effectuer la gestion et le suivi des comptes et des instruments d'évaluation de la conformité droits d'émission fournis par les gouvernements participants. WCI, inc. a mis sur pied un centre de

service à la clientèle chargé du soutien du système CITSS. Le centre est ouvert du lundi au vendredi et il est possible de laisser un message en tout temps.

- Des travaux sont en cours dans le but d'étendre les services de vente aux enchères autrefois fournis par la Californie, de façon à fournir des services similaires au Québec, et de préparer la tenue de ventes aux enchères liées en 2014, incluant le soutien et l'expansion des services de plateforme de vente aux enchères, des services de surveillance du marché et des services financiers.
- WCI, inc. et le personnel des gouvernements participants ont formé des groupes pour organiser et coordonner les services du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission.

Les administrateurs et les intervenants ne posent aucune question et ne font aucun commentaire.

Le Conseil décide de passer à la séance à huis clos et de présenter le point de l'ordre du jour relatif à la date et à l'emplacement de la prochaine réunion.

10. Séance à huis clos portant sur les contrats et les affaires liées aux ressources humaines

À 11 h, M. Rodriguez convoque une séance à huis clos portant sur les contrats et les affaires liées aux ressources humaines. Pendant la séance, le Conseil approuve les modifications touchant deux contrats existants : l'une visant une surveillance accrue du marché et l'autre portant sur la continuité du soutien du système de suivi des droits d'émission CITSS par le personnel de gestion du programme de WCI, inc. Le Conseil décide de terminer à une date ultérieure sa réflexion sur les dernières questions relatives aux contrats.

En l'absence d'autres points à discuter et sur consentement unanime, la séance à huis clos est suspendue à 12 h 35 en vue de sa reprise le 21 mai et la réunion publique reprend. Un résumé de la séance à huis clos est fourni au public et la séance est levée à 12 h 40.

Le Conseil reprend la séance à huis clos le 21 mai 2013 à 15 h. Au cours de la séance, le Conseil approuve la modification d'un contrat existant destiné à la mise en œuvre de ventes de gré à gré et de ventes aux enchères d'unités d'émission auxquelles peuvent participer un seul ou plusieurs gouvernements participants. En l'absence d'autres points à discuter et sur consentement unanime, la séance à huis clos est levée à l'unanimité à 15 h 30.

Le tout, respectueusement soumis,

Tim Lesiuk, secrétaire